AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

REUNION CONJONCTURES

4ème trimestre 2012

N°1 - Mars 2013

La Réunion en vigilance économique et sociale

Grâce à son statut de département, la Réunion bénéficie de transferts publics nets conséquents (6,5 milliards d'euros en 2009 soit 44,6% de son PIB). Principal moteur de l'économie, les dépenses publiques soutiennent l'activité à trois niveaux :

- Les services des administrations ;
- La consommation des ménages, soutenue par les traitements des fonctionnaires et les dépenses de protection sociale ;
- L'investissement, généré par la commande publique et les mesures dédiées au renforcement de la compétitivité des entreprises (défiscalisation, subventions, exonérations de cotisations sociales, réductions fiscales, TVA non perçue récupérable,...).

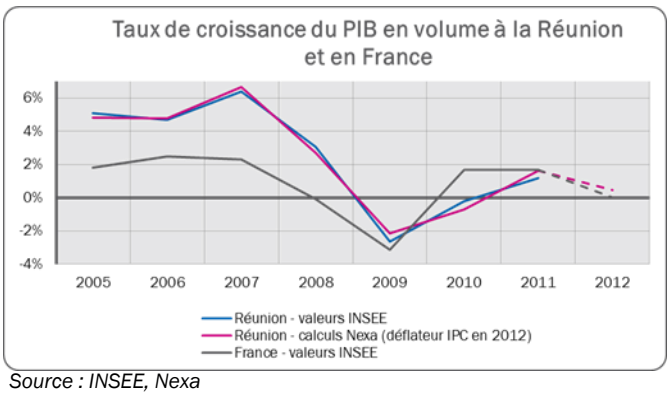
Ces flux financiers constituent autant d'amortisseurs face aux soubresauts de la conjoncture, en préservant la demande et l'investissement, principaux déterminants de la croissance.

Jusqu'en 2008, ces transferts agissaient donc comme des stabilisateurs puissants, qui limitaient la vulnérabilité de l'économie réunionnaise et garantissaient une croissance régulière, près de deux fois supérieure à la moyenne nationale (+4,5% par an entre 2003 et 2008). Mais depuis, et ce malgré l'injection de mesures de renfort telles que les plans de relance et autres protocoles de gels de dettes, ces mécanismes semblent de plus en plus impuissants à contenir une crise qui bouscule les certitudes et le sentiment sécurisant d'être protégé des aléas de l'économie mondiale.

La croissance en panne

Pendant que la zone euro et la France s'enfonçaient dans la récession avec respectivement -0,6% et -0,4% de croissance au quatrième trimestre, la situation économique réunionnaise se grippait également.

Les différents indicateurs disponibles pour 2012, nous amènent à calculer une estimation de croissance du PIB local à 0,5% en volume, pointant de nombreux ralentissements sur des « piliers » de l'économie locale tels que la consommation ou l'investissement.



Source : INSEE, Nexa

Que se passe-t-il lorsque les ménages réduisent leur consommation ? Face à l'attentisme et à l'inquiétude qui s'installent, les entreprises importent et/ou vendent moins, donc diminuent leur production. La conséquence directe étant des capacités en sureffectif avec le facteur travail comme première variable d'ajustement devant le facteur capital.

Face à un risque de déstabilisation sociale, de hausse des prix des produits de première nécessité et afin de relancer la consommation, la loi Lurel, adoptée par le Parlement, entend réguler l'économie et les prix sur une liste de produits de consommation courante. Dans le même temps, les hydro-carburants non prévus dans ce dispositif restaient soumis à subventions publiques.

Sommaire :

La tendance macro-économique
La perception sectorielle et empirique
Les faits marquants récents
Les perspectives à court terme

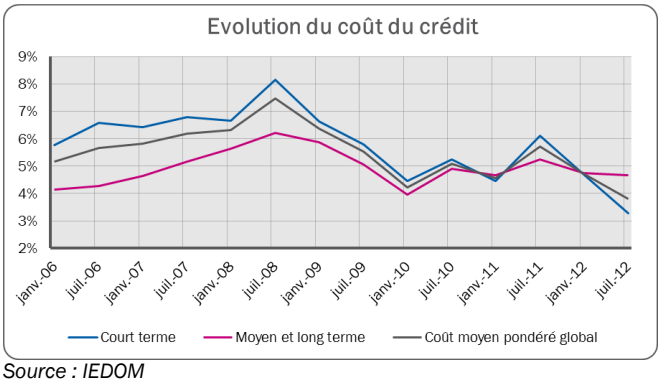
Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : *observatoire@nexa.re*

L'investissement opportuniste

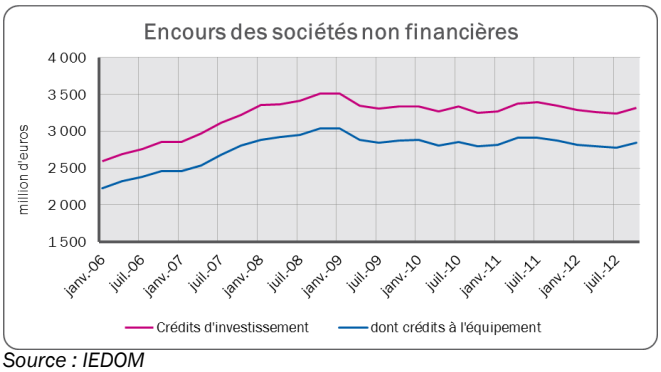
Les entreprises réunionnaises en cette période d'incertitude affichent une aversion au risque élevée face à des banquiers réagissant eux aussi avec davantage de précaution.

Pour autant, les investissements d'équipement semblent se relever au regard du redressement de l'encours des crédits en fin d'année. Favorisé par un coût du crédit exceptionnellement bas, ce mouvement expose la double thèse d'un rattrapage d'investissements précédemment mis dans l'attente de « jours meilleurs » et de l'anticipation d'un nouveau « coup de rabot » aux lois de défiscalisation à venir.



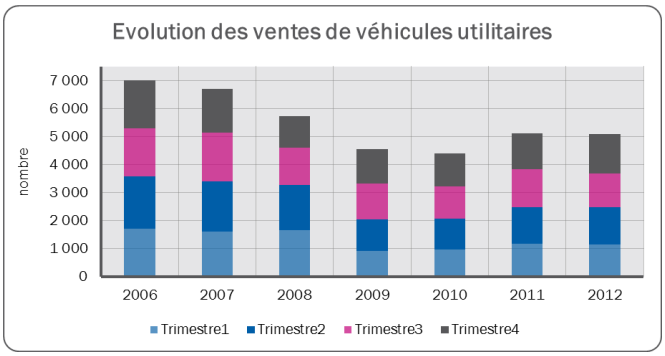
Source : IEDOM

Votées puis censurées pour partie par le Conseil Constitutionnel, les lois de finance (2013 et rectificative 2012) réduisent sensiblement la portée de la défiscalisation des investissements en outremer. La perspective de nouvelles réductions perturbe les investisseurs qui semblent vouloir prendre les devants et agir avec des éléments tangibles.



Source : IEDOM

Les flottes de véhicules utilitaires ont été renouvelées au dernier trimestre avec des conditions avantageuses de financement par les établissements financiers.



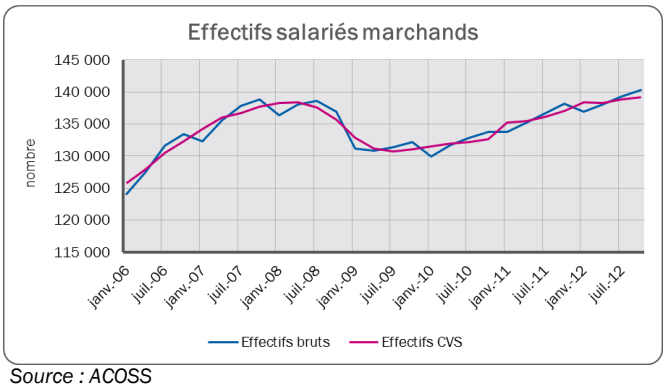
Source : SICR – Fichier central des automobiles

Le marché du travail déficient

La Réunion subit depuis des décennies un chômage structurel ou chronique qui traduit un déséquilibre profond et durable du marché du travail.

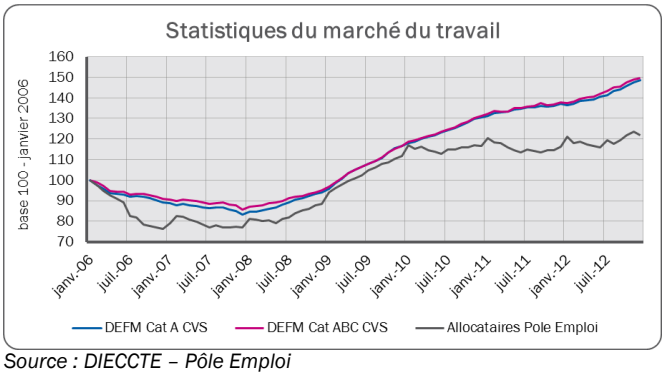
Par définition, dans une économie fondée sur le modèle productiviste fordiste, ce type de chômage est lié à une insuffisance de la production due, soit à l'inadéquation des qualifications de l'offre de travail aux besoins qualitatifs des entreprises, soit encore à l'accélération du progrès technique.

Dans la situation de la Réunion, ces causes se cumulent avec la croissance démographique : la population active augmente plus vite que la création d'emploi générant un décalage croissant. En 2012, l'économie réunionnaise a créé davantage d'emplois marchands qu'elle n'en a détruits mais à un rythme insuffisant pour inverser la tendance.



Source : ACOSS

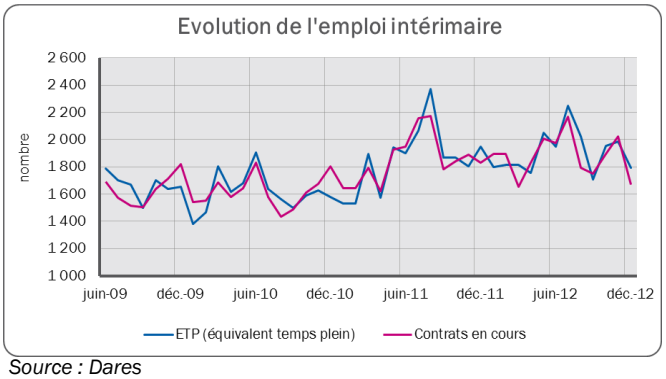
Conjointement, un chômage conjoncturel lié au ralentissement de l'activité économique est apparu depuis 2009, dont la tendance s'accentue encore au dernier trimestre 2012. Le plafond de 150 000 demandeurs d'emplois a été dépassé pour les catégories A, B et C.



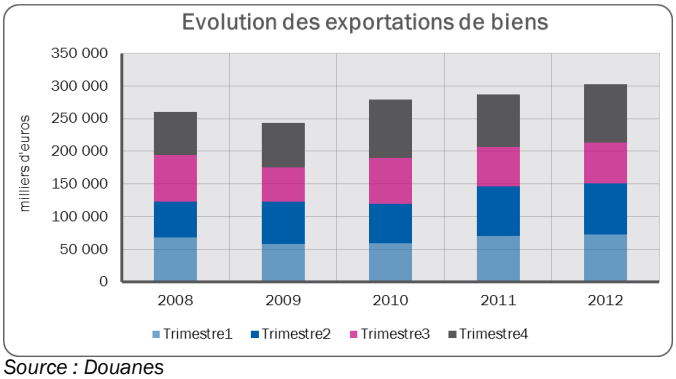
Source : DIECCTE – Pôle Emploi

Sur la même période, le nombre d'allocataires Pôle Emploi stagne voire diminue en raison des sorties d'individus en fin de droits, augmentant les situations de précarité difficilement mesurables. Au dernier trimestre, cet écart se creuse encore avec le risque croissant d'un malaise social.

Autre variable d'ajustement sur le marché du travail, l'emploi intérimaire chute de nouveau au quatrième trimestre, après le rebond du second trimestre.



Source : Dares



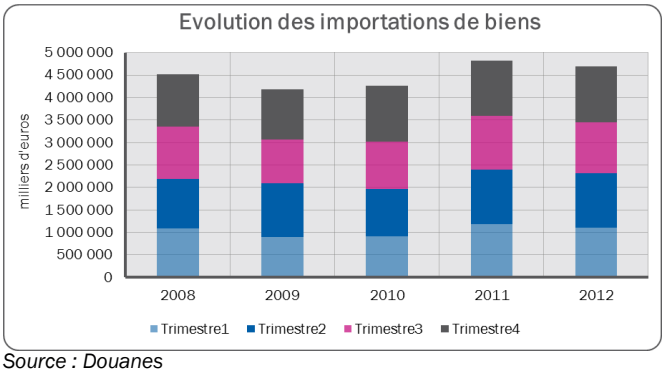
Source : Douanes

Les échanges extérieurs s'améliorent

En première lecture, les statistiques du commerce extérieur de la Réunion au 4ème trimestre indiquent une forte progression. Toutefois, après une analyse plus fine, il s'avère qu'une grève de 10 jours au Port Est du 19 au 28 Septembre, a eu pour effet un blocage des navires et un décalage des débarquements de septembre (-18%) à début octobre (+42%) avec pour corollaire un report des statistiques du commerce extérieur sur le mois d'octobre (ainsi que du 3ème vers le 4ème trimestre).

Le mois de décembre affiche par ailleurs un net ralentissement (-27% en glissement mensuel et -19% en glissement annuel)

En outre, ces statistiques en valeur cachent un effet prix : au 4ème trimestre les importations progressent en valeur mais diminuent en quantité, révélateur d'une possible évolution de gamme dans les modes de consommation.



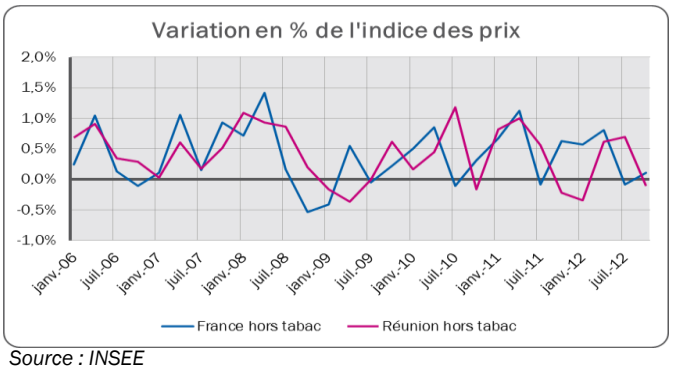
Source : Douanes

Outre le biais statistique du dernier trimestre, les exportations augmentent en 2012, grâce aux produits agroalimentaires : le sucre progresse alors que les exportations de poissons chutent sérieusement. Les renvois de matériaux ou matériels destinés au recyclage (déchets ou matériels usagés) complètent le volume des exportations.

Sur l'année, la progression des exportations (+5,1%) et le ralentissement des importations (-2,5%) contribuent de fait à réduire sensiblement le déséquilibre de la balance commerciale de la Réunion en 2012.

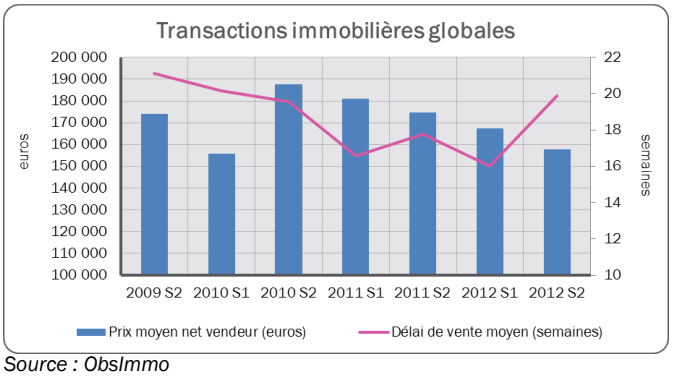
Inflation ou déflation ?

L'évolution des prix à la Réunion en fin de période 2012 a été très faible : seuls les prix de l'alimentaire ont augmenté, compensé par des baisses sensibles sur les produits manufacturés et la stabilité sur les postes énergie et transport. Au final, l'année se solde avec une progression générale de l'indice des prix à la consommation de 0,9% en moyenne, en comparaison d'une inflation à 2% pour l'ensemble de la France.



Source : INSEE

Toutefois, il apparaît intéressant de mesurer la situation de prix en tenant compte du marché immobilier. Depuis 2010, le prix moyen des transactions relevées par l'Observatoire de l'Immobilier a chuté de 16% en 2 ans, dont -5,8% sur le dernier semestre 2012. Confirmé par l'Agorah sur les données de 2011, l'immobilier réunionnais marque ainsi un retournement de tendance après la bulle inflationniste du milieu des années 2000 vers un mouvement déflationniste.



Source : ObsImmo

La perception sectorielle et empirique

Au dernier trimestre 2012, le climat économique général apparaît très dégradé, comme l'indique la présence des soldes nettement négatifs les dirigeants interrogés (cf. page 8). Ceux-ci sont majoritairement pessimistes quant à leur activité par rapport au trimestre précédent et ils le sont encore davantage par rapport à un trimestre qualifié de normal.

En revanche, comme il a déjà été remarqué au cours des enquêtes précédentes, un certain optimisme réapparait lorsque la comparaison s'opère avec l'activité attendue pour le premier trimestre 2013.

Les 3 secteurs les plus pessimistes :

- *La construction*
- *Le transport de marchandises*
- *Le commerce de détail*

Les 3 secteurs les plus optimistes :

- *Les industries de biens de consommation*
- *Les autres industries*
- *Les autres services marchands*

Quel que soit le secteur étudié, le sentiment est particulièrement alarmiste, lorsque la question porte sur l'état de l'économie réunionnaise dans son ensemble, par rapport à la période antérieure ou à une situation normale. Hormis la perception de l'économie réunionnaise en générale, les plus mauvais résultats proviennent de la demande du marché pour les entreprises de la construction. Avec 60% et 65% d'opinions négatives, cet indicateur traduit pour une situation en net recul par rapport au trimestre précédent ou à un trimestre jugé normal. En ce qui concerne leur activité propre, les chefs d'entreprises placent la marge et la rentabilité parmi les premiers postes de détérioration avant le chiffre d'affaire et les prix de vente, cela quelle que soit la période observée.

En termes d'indicateurs, les plus déprimés correspondent à :

- *L'économie réunionnaise en général*
- *La marge et la rentabilité*
- *La demande du marché*

Avec des soldes d'opinions relativement moins sombres par rapport aux autres indicateurs, les ressources humaines et les moyens techniques de production pourraient éviter de subir les dommages collatéraux engendrés par les perturbations économiques.

Les industries

L'enquête d'opinion auprès des entreprises réunionnaises de l'industrie de biens de consommation dévoile une utilisation des capacités de production et un niveau du chiffre d'affaires en évolution positive entre le troisième et le quatrième trimestre 2012.

Toutefois, dans la prévision du premier trimestre 2013, la majorité des indicateurs se projette en retrait à l'exception du prix de vente.

Dans le cas des autres secteurs industriels, le quatrième trimestre 2012 montre des signes encourageants avec une évolution favorable de plusieurs indicateurs par rapport à une situation ordinaire : l'effectif salarié, l'investissement, le recours au crédit bancaire… Début 2013, on espère un surcroît de l'effectif salarié et de l'investissement.

Les transports au ralenti

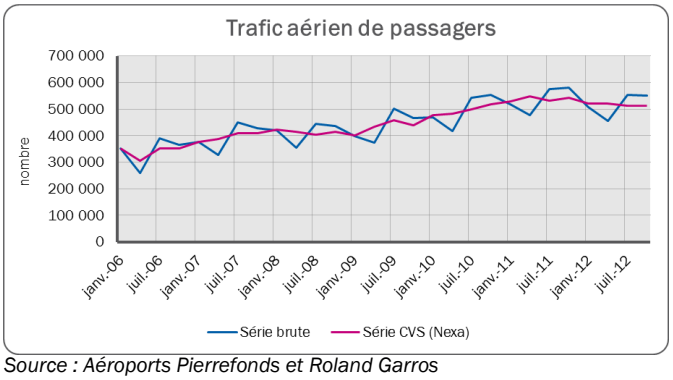
Le secteur du transport de marchandises est tributaire d'autres secteurs d'activité plus ou moins fluctuants :

- stable : carburants, charbon
- cycliques : canne et sucre,
- faiblement variables : conteneurs, déchets, autres marchandises (véhicules, détail alimentaire)
- fortement variables : matériaux, granulats, ciment

Parmi les indicateurs du domaine du transport de marchandises, les stocks et le carnet de commande s'effondrent au troisième trimestre 2012 ainsi que le prix de vente. Seuls le niveau d'utilisation des capacités de production et le recours au crédit bancaire pourraient croître au prochain trimestre selon les prévisions. L'année s'achève avec une perte de l'effectif salarié et de faibles perspectives d'activité pour la prochaine période

En ce qui concerne le transport de passagers, la confiance des acteurs semblerait revenir en fin d'année à travers l'amélioration du carnet de commande et du chiffre d'affaires. Des inquiétudes sont constatées pour le premier trimestre 2013 quant à l'évolution de l'activité et de la demande du marché.

Enfin dans le transport aérien, l'arrivée d'un nouvel acteur dans le ciel réunionnais, avec XL Airways fin 2012, n'a pas réellement bousculé l'environnement concurrentiel. Le dernier trimestre marque un retour à l'équilibre pour les résultats de la compagnie régionale Air Austral fortement restructurée en 2012 : abandon de lignes déficitaires, recentrage national, redimensionnement de la flotte et cession d'actifs.



Source : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

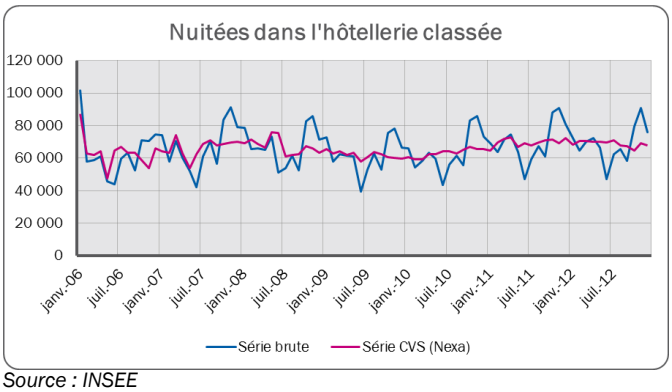
La compagnie locale fait état de résultats concordant avec ses attentes mais l'équilibre demeure fragile en établissant des prévisions négatives pour les trois premiers mois de 2013 dans un contexte de ralentissement du trafic.

Le trafic passager Réunion-Métropole aux aéroports, principal pourvoyeur de touristes dans l'île, enregistre dans le même temps un ralentissement annuel de 4%.

L'hôtellerie restauration en attente

Pour les dirigeants interrogés au quatrième trimestre 2012, l'activité revient avec davantage de financement bancaire et d'effectif salarié qu'au précédent trimestre. L'investissement, quant à lui, tire son épingle du jeu avec des excellentes perspectives pour le premier trimestre 2013.

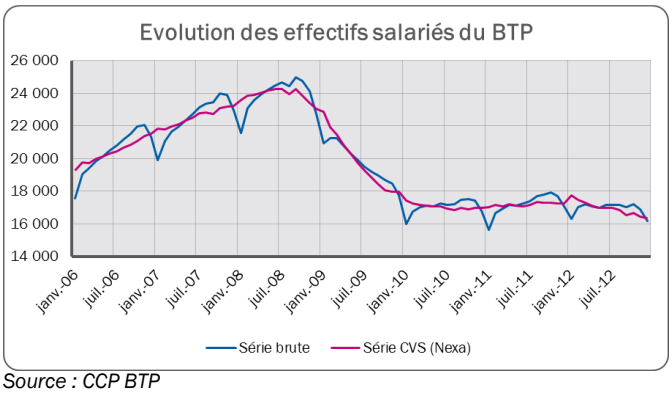
Après une bonne progression au premier semestre 2012, la fréquentation hôtelière a enregistré une nouvelle diminution en dernière période consécutive à celle du troisième trimestre, saison clé pour l'activité touristique à la Réunion. Ce ralentissement touche essentiellement le haut de gamme alors que les catégories 1 à 3 étoiles, fréquentées par une clientèle plus locale, résistent mieux.



Source : INSEE

La construction à deux vitesses

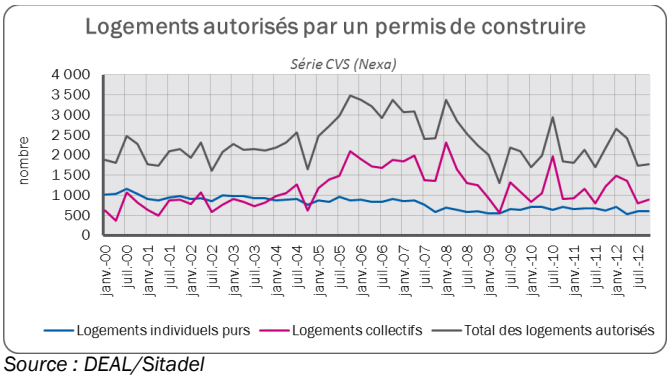
Sans surprise, le BTP affiche le plus mauvais profil conjoncturel de la Réunion. Tandis que la perception de l'économie réunionnaise se dégrade au quatrième trimestre 2012, le chiffre d'affaires remonte lentement mais reste en territoire négatif. Les prix de vente et l'investissement reculeraient au premier trimestre 2013 d'après les anticipations des dirigeants.



Source : CCP BTP

Les difficultés des entreprises se ressentent en fin d'année par le non-paiement pour certaines d'entre elles des cotisations à la Caisse des Congés Payés du BTP. Cette dernière enregistre une baisse significative du nombre de salariés déclarés, soulignant un risque de recours accru au travail clandestin.

L'activité pâtit de la réduction de la commande publique à laquelle elle accentue fortement sa dépendance. Malgré le plan régional d'aide aux communes engagé depuis 2010, les investissements des collectivités marquent un essoufflement qui devrait encore se confirmer en 2013 avec les restrictions des dotations budgétaires annoncées par l'Etat.

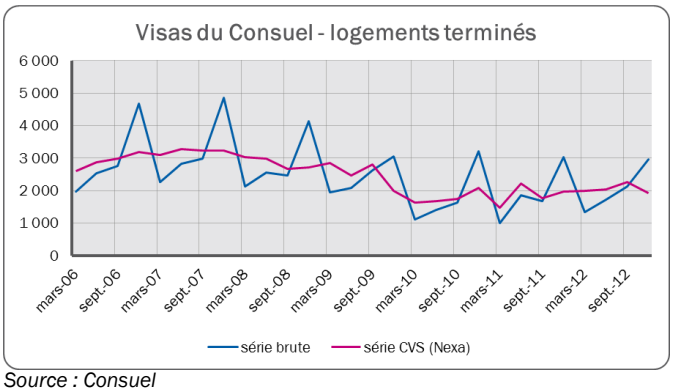


Source : DEAL/Sitadel

L'activité logement est la seule à progresser essentiellement grâce au logement social. Les autorisations de construire se stabilisent pour le segment collectif, après une chute au second et troisième trimestre.

Au dernier trimestre, les visas de conformité électrique délivrés par le Consuel à la livraison des opérations progressent. Ce mouvement, corroboré par les crédits bancaires des ménages pour l'habitat qui bondissent en fin d'année, signifierait des arbitrages en faveur de stocks invendus et des dernières opportunités de défiscalisation Girardin et Scellier Dom.

Une autre hypothèse serait une renégociation des crédits par les ménages, mettant à profit des taux très bas pour ajouter des travaux supplémentaires aux nouveaux emprunts.



Source : Consuel

Les nouvelles mesures annoncées par le gouvernement en faveur de la relance du logement concernant peu les DOM, les professionnels portent leurs espoirs sur le dispositif Duflot DOM en faveur du logement privé, entré en vigueur début 2013, et le lancement des travaux de la nouvelle Route du Littoral en fin d'année.

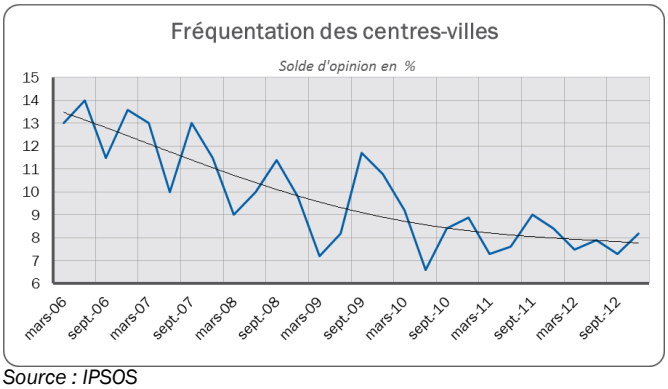
Le commerce en berne

Notre sondage auprès du commerce de gros sur le dernier trimestre de l'année voit l'investissement croître par rapport au prévisionnel. L'activité et la rentabilité retrouvent plus de souffle par rapport au troisième trimestre 2012 et le début de l'année 2013 serait alors plus propice à l'augmentation du chiffre d'affaires et de l'investissement.

Avec un décalage temporel de l'activité dû à l'effet de stock, la perception est différente dans le cas du commerce de détail, qui présente des capacités de production en nette sous-utilisation. L'appréciation du premier trimestre 2013 fait apparaître des craintes quant à la faiblesse de la demande et de la rentabilité des entreprises.

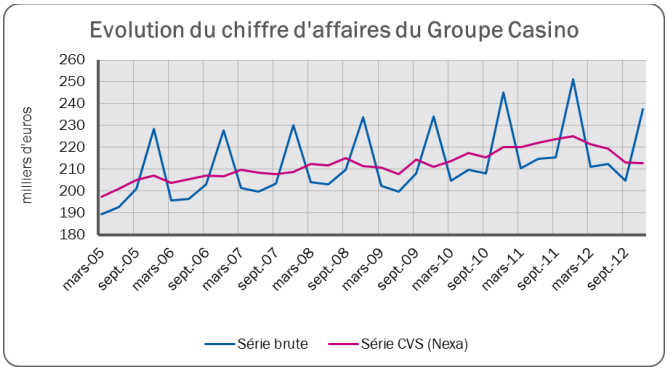
Malgré les fêtes de fin d'année et les catalogues promotionnels, les consommateurs se sont relativement abstenus et n'ont pas répondu pleinement aux enseignes commerciales, traduisant les difficultés croissantes des ménages.

En fin d'année, ceux-ci ont davantage fréquenté les centres villes dont l'attractivité sur le long terme subit malgré tout une érosion marquée au profit des grandes surfaces commerciales qui présentent les avantages du stationnement et d'une offre renouvelée.



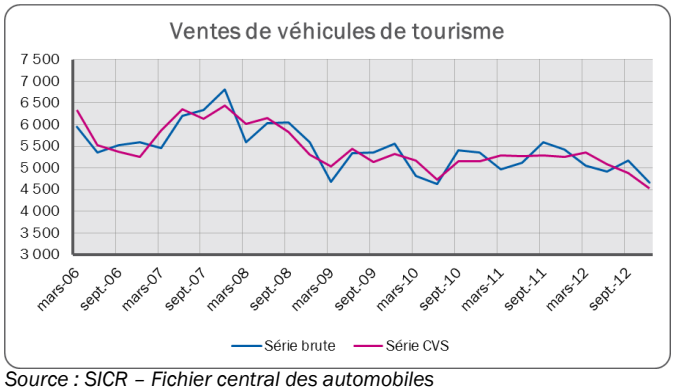
Source : IPSOS

Indicateur pertinent sur le plan de la consommation, le chiffre d'affaires du groupe Casino et de sa filiale Vindémia pour la Zone Océan Indien (Réunion-Maurice) fléchit nettement au dernier trimestre.



Source : Groupe Casino

Les ventes de véhicules de tourisme fléchissent nettement au dernier trimestre, corroborant la tendance des crédits à la consommation dont les encours se réduisent encore de 9,9% sur la période.



Source : SICR – Fichier central des automobiles

Les services marchands en progression

Au troisième trimestre 2012, le prix de vente est stable par rapport dernier trimestre mais le stock de produits finis se renforce. La prochaine période de 2013 s'annonce meilleur en termes d'activité, à l'inverse du temps consacré à la formation qui diminuerait.

L'effectif salarié et la demande du marché sont en-dessous de leur niveau « habituel » mais devraient repartir à la hausse au premier trimestre 2013 tout comme le recours au système bancaire.

Contrastant avec le reste de l'économie, le secteur bancaire ne connaît pas la crise avec une accélération des encours de collecte et de crédit auprès des particuliers et des entreprises au dernier trimestre.

Corroborant les statistiques de l'IEDOM, la Banque de la Réunion fait état en 2012 de 21,4 M€ de bénéfices nets avec une progression de 3,5% de son produit net bancaire à 89,5 M€ et de 9,6% des ressources de la clientèle à 1 537 M€.

Les TIC contrastées

Secteur le plus optimiste de notre enquête, les technologies de l'information et de la communication affichent de bonnes anticipations de la demande, mais qui vont en diminuant au quatrième trimestre 2012. L'effectif salarié est supérieur à la « normale » et l'activité présente un solde positif qui devrait s'accentuer au premier trimestre 2013.

Sur l'année, deux activités essentielles des TIC, la téléphonie mobile et la télévision payante, dépensent le plus en publicité et trustent les cinq premières places des annonceurs.

Niche sectorielle reflétant l'état subjectif de la conjoncture, la publicité se contracte de 6% au 4ème trimestre clôturant une année 2012 en baisse de 4,7% à 120 millions d'euros et affectant principalement les recettes publicitaires pour l'affichage et la presse.

Par ailleurs, seuls les médias numériques (TV, radio et internet) se démarquent sur le marché publicitaire avec une progression de 5,4% sur l'année, générant des recettes essentielles pour leur activité.

Les évènements marquants récents

Octobre

Coopération régionale

Les premières « rencontres Maurice-Réunion du développement durable », projet initié par le Club Export en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie France-Maurice, projettent de mettre en commun le savoir-faire des deux îles en matière de développement durable.

Commerce/TIC

Après la création de son site national de comparaison « quiestlemoinscher.com », l'enseigne E. Leclerc lance la version pays, "kilemoinscher.re" et crée une application pour smartphone.

Tourisme

Le Comité d'Orientation Stratégique Tourisme (COST) conduit une réflexion globale visant à améliorer le tourisme sur l'île. Cinq objectifs ont été abordés en vue de mener à bien les actions définies avant la fin de l'année 2013.

L'évènement sportif le plus attendu dans l'île, le Grand Raid génère des retombées positives pour le secteur touristique, soit 2.5 millions d'euros injectés en une semaine selon les professionnels.

Entreprises

La Compagnie thermique de Bois-Rouge (Séchilienne-SIDEC) fête ses 20 ans d'existence sur l'île et poursuit sa valorisation de la bagasse en visant de nouveaux carburants tels que les déchets verts et le bioéthanol pour ses centrales.

Cinq entreprises réunionnaises (Distillerie Chatel, R&P Isautier, Part des Anges, Mascarin Royal Bourbon) participent à l'édition 2012 du salon international des professionnels de l'agroalimentaire (SIAL) à Paris sous le pavillon Ubifrance des régions d'outremer.

Novembre

Coopération régionale :

Vingt-quatre entreprises ont fait le déplacement à Antananarivo pour les « Premières Rencontres Madagascar-Réunion de l'Industrie et du Développement Durable » organisées par le Club Export Réunion, en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie France Madagascar.

Le Forum Economique des Iles de l'Océan Indien orchestré par la CCI Réunion, propose 6 ateliers d'opportunités Pays, se traduisant par des visites d'entreprises locales, des opérateurs venus des Comores, de Madagascar, Mayotte, Maurice et les Seychelles, et 12 ateliers thématiques : tourisme, TIC, industrie, transports, environnement, etc…

Politique

La loi de régulation économique outre-mer, ou loi contre la vie chère, dite Lurel, initiée par le ministre des Outre-mer, après avoir été adoptée par la commission mixte paritaire en octobre, est votée au Parlement puis promulguée au Journal Officiel.

Lors de sa visite dans l'île, M. Victorin Lurel, signe les premiers emplois d'avenir dont doivent bénéficier 5000 jeunes chômeurs réunionnais d'ici 2014.

Tourisme

Concrétisant une proposition régionale, M. Lurel annonce la suppression des visas pour les touristes sud-africains qui se rendent dans l'île.

Rassemblés par la Fédération réunionnaise du tourisme, l'ensemble des acteurs publics et privés de la filière ont découvert de nouveaux outils de promotion lors du séminaire Virage numérique avec une démonstration de la relation gagnante des talents du numérique et du tourisme, secteurs à fort potentiel pour la Réunion

Décembre

Entreprises

Alliance entre la distillerie Chatel et la société Adrien Bellier afin de racheter le GIE Rhum Réunion pour un montant estimé entre 30 et 35 millions d'euros.

ZINC OI devient la première entreprise réunionnaise et des DOM à accéder à la norme ISO 26000 qui définit les principes de la responsabilité sociétale et environnementale.

L'artisanat de la Réunion présente son nouveau logo et ses étiquettes pour une meilleure visibilité de ses produits.

L'entreprise Royal Bourbon implantée à Bras-Panon, créée une boutique de vente en ligne (royalbourbon-la-boutique.com) afin de permettre à ses clients métropolitains de bénéficier de produits « péi ».

Innovation :

Le pôle de compétitivité Qualitropic organise les 7èmes Rencontres en collaboration avec le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) qui fête ses 50 ans de présence à la Réunion. Ce séminaire propose des échanges et des regards croisés sur l'innovation agricole et agroalimentaire.

Finance

La Banque de la Réunion se positionne en précurseur en lançant une application gratuite pour smartphone. S Money permet d'échanger de l'argent par des transferts entièrement sécurisés, instantanés et gratuits via différents mobiles.

L'enquête auprès des dirigeant(e) d'entreprises réunionnaises

Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 400 entreprises (40 par secteur d'activité) en janvier 2013 par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2009) :

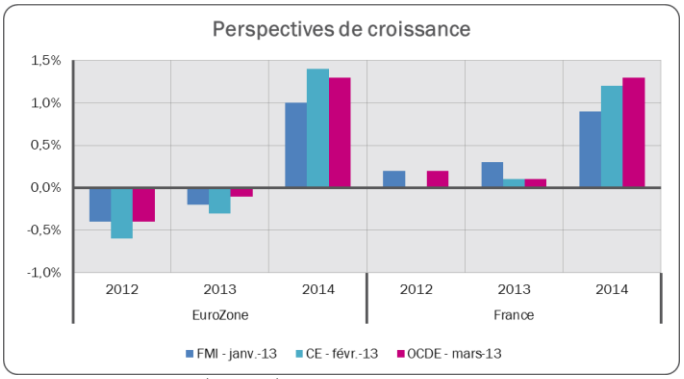
- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié

Baromètre 4T 2012	CAPACITE DE PRODUCTION	CHIFFRE D'AFFAIRES	DEMANDE DU MARCHE	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
VS TRIMESTRE NORMAL											
Industrie Biens de conso.	12%	-10%	-2%	11%	17%	8%	-42%	-3%	8%	0%	-42%
Industrie Autres	8%	-1%	-33%	8%	-1%	17%	-41%	-14%	9%	22%	-80%
Commerce de détail	-30%	-26%	-18%	-14%	5%	-1%	-38%	-8%	-10%	-12%	-74%
Commerce de gros	-17%	-22%	-37%	1%	-2%	7%	-40%	-9%	-7%	38%	-67%
Construction	-25%	-36%	-51%	-26%	-13%	-44%	-56%	-45%	-36%	-38%	-80%
Transports marchandises	-32%	-51%	-60%	-25%	-12%	-35%	-34%	-10%	-35%	-11%	-75%
Transports passagers	-2%	-35%	-47%	-5%	-6%	-12%	-29%	-12%	-6%	-23%	-55%
TIC	-5%	6%	-10%	4%	-8%	-22%	-31%	-27%	-34%	-8%	-48%
Hôtels et restaurants	-6%	-10%	-28%	5%	10%	5%	-14%	8%	1%	-38%	-63%
Autres services marchands	-12%	-24%	-32%	-25%	-6%	4%	-36%	-17%	-8%	-22%	-52%
TOTAL	-15%	-23%	-32%	-13%	-2%	-4%	-38%	-16%	-12%	-11%	-64%
VS TRIMESTRE précédent											
Industrie Biens de conso.	33%	27%	21%	13%	12%	9%	-17%	2%	10%	3%	-30%
Industrie Autres	-12%	-20%	-15%	-6%	4%	-6%	-38%	-6%	0%	-7%	-64%
Commerce de détail	-28%	-36%	-41%	-6%	6%	-16%	-30%	-11%	-8%	-15%	-63%
Commerce de gros	-22%	21%	-5%	-10%	-4%	0%	-9%	0%	-12%	17%	-62%
Construction	-56%	-41%	-39%	-23%	-21%	-36%	-49%	-29%	-42%	-65%	-75%
Transports marchandises	-28%	-34%	-30%	-11%	-17%	-16%	-18%	-17%	-9%	-22%	-62%
Transports passagers	-15%	-22%	-27%	3%	10%	-12%	-26%	-11%	-16%	0%	-62%
TIC	-9%	-3%	-6%	-17%	-8%	-16%	-23%	-36%	-23%	-46%	-41%
Hôtels et restaurants	-8%	5%	-18%	9%	-1%	-4%	-15%	4%	1%	-29%	-57%
Autres services marchands	-22%	-36%	-39%	-18%	-7%	-8%	-39%	-30%	-13%	-36%	-62%
TOTAL	-22%	-23%	-29%	-11%	-4%	-11%	-31%	-17%	-14%	-22%	-61%
VS TRIMESTRE Prochain											
Industrie Biens de conso.	-10%	-31%	-33%	-2%	0%	-5%	-26%	15%	-15%	-20%	-60%
Industrie Autres	-16%	-3%	-9%	9%	1%	13%	-25%	-5%	-23%	-3%	-49%
Commerce de détail	-13%	-21%	-27%	-4%	-3%	-32%	-49%	-10%	-26%	-22%	-56%
Commerce de gros	-7%	6%	1%	5%	4%	12%	-19%	4%	-36%	-16%	-50%
Construction	-34%	-28%	-21%	-13%	-28%	-52%	-22%	-13%	-40%	-22%	-73%
Transports marchandises	0%	-56%	-49%	-10%	5%	-15%	-27%	-6%	-13%	1%	-44%
Transports passagers	-8%	-32%	-24%	-3%	15%	2%	-31%	-2%	-1%	0%	-41%
TIC	14%	13%	3%	-7%	-4%	-10%	-19%	-23%	-8%	1%	-47%
Hôtels et restaurants	-9%	-38%	-34%	-18%	5%	26%	-39%	4%	5%	-22%	-35%
Autres services marchands	-5%	-7%	14%	14%	6%	4%	-31%	-4%	7%	-8%	-44%
TOTAL	-11%	-15%	-10%	1%	-1%	-9%	-32%	-5%	-13%	-14%	-50%

Les perspectives à court et moyen terme

Les répercussions européennes

Les situations européenne et française sont très incertaines. Avec des résultats trimestriels régulièrement inférieurs aux attentes, les institutions internationales revoient leurs prévisions de croissance à la baisse lors des présentations de conjoncture : négative en 2012, la croissance devrait, au mieux, être nulle en 2013.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE

La dégradation de l'économie de l'eurozone apparaît comme une conséquence logique des plans d'ajustement structurels conduits par les gouvernements à la recherche de l'équilibre budgétaire et luttant contre une inflation surévaluée. Alors que la zone euro était parvenue à surmonter le choc de la crise des subprimes en moins d'un an, les politiques d'austérité massives (représentant 1,5% du PIB communautaire en 2012) se sont traduites par un ralentissement de la demande et de l'investissement, et accélèrent la dégradation économique et la montée de l'endettement.

Ces politiques procycliques aggravent les déséquilibres de la zone euro et posent de plus en plus nettement la question de la soutenabilité d'une gouvernance économique qui amène peu à peu l'ensemble des leviers de l'intervention économique et les moteurs de la croissance dans une spirale récessive.

Aujourd'hui, ces mêmes institutions, FMI et OCDE en tête, s'accordent pour reconnaitre que l'impact des mesures d'austérité sur l'économie a été minimisé, et multiplient les signaux en faveur d'une inflexion des politiques menées afin de ne pas saper la croissance. L'OCDE dans sa dernière intervention propose plus de souplesse et un abaissement des objectifs de désendettement.

Toutefois, alors qu'il a récemment révisé son objectif de croissance et d'endettement, le gouvernement français ne projette pas d'ajustement en 2013 et a déjà signifié des efforts supplémentaires dès 2014, de l'ordre de 5 milliards d'euros. Pour les seules collectivités, la réduction des dotations devra atteindre 4,5 milliards d'ici 2015.

L'impact de la politique d'austérité en Europe et en France aura bien entendu des répercussions sur le territoire réunionnais, notamment au niveau des transferts publics.

Vers une zone de fortes perturbations

La période à venir s'annonce particulièrement chargée à la Réunion avec les échéances économiques et politiques à horizon 2014 :

- rédactions des programmes d'intervention européens et négociation des fonds idoines ;
- réforme de l'octroi de mer ;
- renégociation de la convention canne-sucre ;
- acte III de la décentralisation ;
- élections municipales.

La tension est déjà montée d'un cran au premier trimestre 2013, exprimée à travers les revendications en faveur des prix, de l'emploi pour les jeunes et de la problématique d'endettement des PME en difficultés.

Si les discussions entre les acteurs publics et économiques ont abouti à un consensus pour la détermination des produits du panier Lurel, ce dispositif de lutte contre la vie chère semble ne pas satisfaire la population et ne permet pas de contenir l'évolution tarifaire des carburants et du gaz.

Sur le marché du travail, la situation reste préoccupante avec 132 260 réunionnais inscrits en catégorie A (150 510 en catégorie ABC) à fin février, progressant de 9,3% sur un an. L'attention portée sur la situation difficile des jeunes actifs, qui représentent 60% des chômeurs, ne doit pas masquer le sort des plus de 50 ans dont le taux de croissance des demandeurs d'emploi augmente de 21,8% sur une année.

Estimées à 1,2 milliards d'euros fin 2012, les dettes fiscales et sociales risquent de mettre en péril 8000 entreprises localement. Alors qu'une cellule de suivi a été mise en place pour étudier les dossiers au cas par cas, la Région propose un moratoire pendant 3 à 4 ans et la possibilité pour les entreprises de répondre aux marchés publics en contrepartie de l'engagement de l'apurement progressif des dettes sociales.

Seule l'échéance électorale des collectivités permet à certains acteurs d'espérer un sursis sur les montants de leurs investissements avec la sortie de programmes engagés par les équipes en début de mandat.

Face à ces défis, l'enjeu est donc désormais d'amorcer la transition de l'économie réunionnaise vers un nouveau modèle compétitif et durable qui valorise nos atouts stratégiques au profit de l'emploi du plus grand nombre et de l'intégration sociale.

Nexa
AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

Accélérateur
de projets d'avenir

Nexa, Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation, intervient pour faciliter la réalisation des projets structurants pour le territoire avec une attention particulière sur les secteurs d'excellence :

- Energies renouvelables Environnement
- Tourisme
- Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- Agroalimentaire

NOS SERVICES

Nous vous offrons un accompagnement sur mesure pour vos projets :

- Accompagnement
- Conseil personnalisé
- Services mutualisés
- Partage d'expériences et de réseau
- Immobilier adapté

invest in REUNION

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 -
97491 Sainte Clotilde Cedex
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26
contact@nexa.re

www.nexa.re